



Eric Oliveira
Conseiller Municipal

Journal d'information de l'opposition municipale

« Il y a pire que de ne pas être informé, c'est d'être persuadé qu'on l'est »

<https://www.facebook.com/me/>

Email : e.oliveira-auterive@outlook.fr

Tél. : 06 50 28 53 66

www.capsurlavenir-elections2026.fr



Aire de grand passage Beaucoup d'hectares, peu d'explications

Rappel des faits: au mois de juin 2025, un collectif de riverains apprennent le projet d'implantation d'une aire de grand passage destiné aux gens du voyage, près du Sicoval, d'une superficie de 4.9 hectares pour 150-200 emplacements.

L'été est passé, les esprits se sont apaisés mais le projet n'a pas été abandonné pour autant.

Le 25 novembre 2025, le président de la CCBA affirme devant les élus du bassin auterivain, que le projet est en bonne voie, et son souhait de caler le projet avant la fin du mandat pour bloquer tout changement possible si une nouvelle majorité se dégage des prochaines élections.

Un bel exemple de démocratie locale où le passage en force et à l'abri des regards est une institution. Fuir le débat démocratique : une gouvernance locale bien ancrée sur notre territoire.

Bien évidemment aucune communication sur le coût de cet équipement ; à Carbonne pour 9 emplacements l'aire d'accueil a coûté 1.2 M€,



Liaison chaude lycée Auterive

« On ne peut pas promouvoir la qualité publique d'un côté et encourager la restauration sur le parking de l'autre ».



pourtant la CCBA chiffre le projet à 1M€, est ce vraiment réaliste ? En France pour des projets similaires nous sommes plus dans une fourchette de 2 à 2.5 M€ d'euros, si on veut accueillir 600 à 1000 personnes dans des conditions dignes.

Cet été, Muret à vue venir 700 caravanes, soit 2000 à 4000 personnes, l'aire de grand passage atteindra donc ses limites.

Quelles réponses des autorités ? Aucunes, tout le monde est dépassé

Food-trucks sur la commune quand la mairie confond vitesse et précipitation

La mairie a lancé un appel à projets pour l'installation de cinq food-trucks sur la commune, dont deux prévus aux abords du lycée, avec la possibilité de vendre de l'alcool jusqu'à 18 degrés. Face à la levée de boucliers des élus d'opposition, le projet autour du lycée a été reporté.

Ce que ce projet révèle :

- Absence de **concertation** avec les restaurateurs locaux,
- Une **incohérence** après l'investissement dans la liaison chaude pour la restauration scolaire par la municipalité
- Un **manque de préparation** du projet

Installations de feux récompenses aux abords du lycée : une annonce qui ne dit pas tout

La mairie a annoncé à **grand renfort de communication**, un dispositif de «feux récompenses» pour réguler la vitesse aux abords du lycée.

Mais ce coup de projecteur ne masque pas les problèmes persistants signalés par les riverains : nuisances sonores, excès de vitesse, incivilités répétées .

En l'**absence d'étude d'impact** avant les travaux du rond-point, **certaines demandes restent sans réponses** , notamment les **résultats du radar pédagogique** et du **comptage routier** .



Pont et voirie : la mairie en roue libre, les élus oubliés en chemin

La transparence sur le banc de touche

Une nouvelle fois, la majorité agit sans concertation.

Des **appels d'offres ont été lancés** pour les travaux de voirie 3 M€ et la **construction d'une passerelle 2.5 M€**, **sans aucune information préalable et vote du conseil municipal** .

Ni débat, ni échange, ni explication : les élus d'opposition découvrent les décisions *par les journaux* .

À Auterive, la méthode est rodée : « **décider d'abord, mettre devant le fait accompli ensuite** » .
La transparence municipale, elle, semble avoir pris de longues vacances.

Le logement social, une question d'équité et de bon sens

Notre position n'a jamais varié : nous ne sommes pas contre le logement social, à **condition qu'il soit équitable et cohérent** .

Il doit d'abord répondre aux besoins des **Auterivains** : les jeunes qui souhaitent rester ici, les familles fragilisées par un accident de la vie, ou les salariés recrutés localement en attente d'un logement durable.



Le logement social ne doit pas devenir **un moyen pour d'autres communes de se décharger** de leurs difficultés, mais un **outil d'équilibre et de solidarité locale** .



La concertation ? « Un souvenir lointain ». La transparence ? « En vacances prolongées ».

« Quant au débat, il s'invite parfois... une fois les décisions déjà votées ».

Cette façon de gouverner par réflexe, sans partage ni explication, entretient la méfiance et tue la confiance.

Ce journal n'a qu'une ambition :

Rappeler que la démocratie locale se cultive en pleine lumière, pas dans l'ombre

Imprimé par nos soins sur papier bénéficiant d'une certification de gestion durable des forêts PEFC

Ne pas jeter sur la voie publique